

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 12 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Comme un poisson dans l'eau...
- 2) Un secret !
- 3) Le prof...
- 4) Et lui aussi, mais bon merci !!
- 5) Sacré Sarko...
- 6) Faut pas rêver selon la...
- 7) Copinage au plus haut niveau
- 8) La presse étrangère n'est pas tendre...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Avant le congrès PS, Cambadélis ratisse large



Jean-Christophe Cambadélis, le 7 février à Paris. (Photo Albert Facelly)

La contribution présentée par le premier secrétaire a reçu le soutien de deux tiers des parlementaires socialistes.

Mardi matin, on s'est pointé au bureau 8 de l'Assemblée nationale pour voir et entendre Jean-Christophe Cambadélis présenter sa contribution quatre mois avant le congrès de Poitiers. A trois mois et demi du vote des militants socialistes, le premier secrétaire du PS frappe fort, voire très fort: il a reçu le soutien de plus de deux tiers des parlementaires socialistes: 182 députés, 84 sénateurs, et 6 députés européens.

Cambadélis, qui bétonne son poste à la tête du PS, où il a été nommé sans vote au printemps 2014, attend la signature d'autres parlementaires histoire de gagner le congrès avant Poitiers, début juin. Même si elle est bien engagée, la partie est loin d'être terminée, pour plusieurs raisons. Et d'une, les socialistes peuvent signer plusieurs contributions. Et de deux, rassembler sur son nom tous les courants du PS s'annonce ardu: l'aile gauche fourmille de textes et de leaders. Enfin, après la très courte victoire socialiste dans le Doubs, dimanche, la campagne des départementales arrive très vite : le vote est le 22 et 29 mars.

«Patriotisme de parti»

Ce qui superpose les campagnes, départementales et interne, car les motions – les textes d'orientation qui départageront les courants socialistes à Poitiers – doivent être déposés une dizaine de jours après le deuxième tour, le 11 avril. Des interférences et des délais minuscules qui laissent peu de d'espace pour discuter et créer des alliances.

Pour le député des Français de l'étranger, Pouria Amirshahi, la contribution de Cambadélis est un texte «neutre» dans une période qui est «tout sauf neutre». «Il ne parle pas du fond, accuse le «frondeur». Il prend juste une posture pour donner l'impression d'une majorité forte». Pour lui, «Cambadélis fait du Hollande [premier secrétaire pendant onze ans avant d'être à l'Élysée, ndlr]: patriotisme de parti, compatible avec tout le monde, peu de risque.»

Rompue aux exercices de cuisine interne, Jean-Christophe Cambadélis n'a pas l'air très inquiet face à l'aile gauche du parti. «On est bien partis, la dynamique est là, on se rassemble, on va le faire tout au long du congrès», assure le patron du

PS qui veut «débattre sans combattre au PS pour continuer à rassembler le parti, lutter contre l'abstentionnisme et la montée du Front national.»

liberation.fr-Rachid LAÏRECHE

II) 2012-2014: les notes secrètes de Montebourg à Hollande

Par Laurent Mauduit et Edwy Plenel

Arnaud Montebourg a cédé à notre insistance et a accepté de remettre à Mediapart les quatre longues notes qu'il a adressées au chef de l'État de septembre 2012 à mars 2014, pour le convaincre de réorienter sa politique économique et européenne. La première de ces notes, que nous publions aujourd'hui, révèle que le débat a commencé au sein du gouvernement dès les premiers mois du quinquennat.

Arnaud Montebourg ne l'avait jusque-là jamais révélé : tout au long des deux grosses années au cours desquelles il a occupé les fonctions de ministre du redressement productif, puis de l'économie, de mai 2012 à août 2014, d'abord au sein du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, ensuite de celui de Manuel Valls, il a périodiquement adressé des notes à François Hollande pour l'enjoindre de changer le cap de la politique économique et notamment de tourner le dos à la politique d'austérité.

Ces notes longues et argumentées, qui sont au nombre de quatre, étaient jusqu'à ce jour restées confidentielles – sauf l'une d'entre elles, la troisième, en partie dévoilée par Le Nouvel Observateur. Arnaud Montebourg a cédé à notre insistance et accepté de les remettre à Mediapart. Nous les publierons donc les unes après les autres ces prochains jours. Si nous avons choisi de les mettre de cette façon en valeur, c'est qu'elles nous semblent importantes, pour plusieurs raisons.

En premier lieu, ces notes éclairent le parcours d'Arnaud Montebourg lui-même. Car, de proche en proche, le bouillonnant ministre du

redressement productif a certes fait entendre sa différence. On l'a ainsi entendu tempêter lorsque le site de Florange a été fermé, en violation des engagements pris par François Hollande pendant la campagne présidentielle. On l'a aussi entendu maugréer contre le cap choisi à la faveur d'un entretien au Monde le 9 avril 2013 : « Cette politique d'austérité conduit à la débâcle ».

Mais il a fallu attendre le courant du mois d'août 2014 pour qu'Arnaud Montebourg dise enfin, de manière détaillée et publique, que cette politique économique lui semblait radicalement contraire aux intérêts du pays. Il l'a fait une première fois à la faveur d'un entretien au Monde, le 23 août 2014, et puis surtout, dès le lendemain, le 24 août 2014, à l'occasion d'une intervention lors de la traditionnelle fête de la Rose de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire) : « J'ai proposé comme ministre de l'économie, au président de la République, au premier ministre, dans la collégialité gouvernementale, et sollicité une inflexion majeure de notre politique économique », avait-il déclaré ce jour-là.

http://www.francetvinfo.fr/politique/video-montebourg-demande-a-hollande-et-valls-une-inflexion-majeure-de-la-politique-economique_676769.html

On sait l'onde de choc que cela a provoqué : dès le lendemain, Manuel Valls présentait la démission de son gouvernement pour en constituer un autre, sans Arnaud Montebourg, mais aussi sans Benoît Hamon ni Aurélie Filippetti.

Bref, ignorant le détail de ce qui se discutait dans les sommets du pouvoir, on n'a le plus souvent retenu d'Arnaud Montebourg que ses propos tonitruants de l'été 2014.

Comme s'il faisait un esclandre un peu inattendu et qu'il quittait l'équipe gouvernementale sur un coup de tête.

Les quatre notes présentent donc le grand intérêt de corriger cette impression et de révéler qu'en réalité, la politique économique choisie par François Hollande a, depuis le début, fait débat, pas seulement entre le gouvernement et les frondeurs socialistes, mais bien avant et au sein même du gouvernement. En quelque sorte, ces notes rendent plus lisible le cheminement intellectuel d'Arnaud Montebourg, qui n'a cessé depuis son entrée au gouvernement de combattre la politique d'austérité même si, par loyauté, il n'en a longtemps rien dit publiquement.

Le deuxième intérêt de ces notes, c'est qu'elles viennent naturellement conforter le camp, de plus en plus garni, de ceux qui reprochent à François Hollande de s'être écarté des engagements de la campagne présidentielle pour suivre une politique d'austérité ; le camp de plus en plus étoffé de ceux qui préconisent une autre politique économique. On le verra au fil de chacun de ces documents : à chaque fois, Arnaud Montebourg déplore le cap qui est choisi mais surtout détaille des pistes alternatives – souvent avec prudence.

Ces notes n'ont donc pas qu'un intérêt historique ; elles fonctionnent comme autant d'invitations au débat démocratique. Alors que la France connaît toujours une croissance anémiée et un chômage à des niveaux historiques, ces notes soulèvent une question, qui est plus que jamais au cœur de notre présente actualité : n'y a-t-il pas une autre politique économique possible ? Ne serait-il pas temps de regarder en face les dégâts humains et sociaux d'une politique économique qui contrevient aussi spectaculairement aux engagements pris par la gauche avant 2012 ?

Et puis, le troisième intérêt de ces notes, c'est qu'elles viennent aussi éclairer les enjeux du débat actuel qui secoue l'Europe. Car à plusieurs reprises, nous le verrons, Arnaud Montebourg s'inquiète du carcan de l'austérité qui n'étouffe pas seulement la France mais tout le continent ; et il regrette que notre pays, pour desserrer cet étau, n'ait jamais eu le courage d'envisager de nouvelles alliances, avec les pays du sud de l'Europe notamment, pour faire entendre raison à l'Allemagne.

De la Grèce, et des secousses qu'elle traverse, il n'est pas fait directement mention dans ces notes. Mais c'est évidemment aussi à elle que l'on pense, lorsque l'on parcourt les documents d'Arnaud Montebourg. Car même si, depuis que l'ex-ministre du redressement productif a posé la plume, les événements se sont accélérés, les questions qu'il pose sont au cœur de l'actualité de ces dernières semaines : pour venir en aide à la Grèce, mais aussi sortir l'Europe de l'ornière, ne serait-il pas temps de mettre en œuvre une autre politique économique, plus solidaire ? Ne serait-il pas temps d'inventer une autre « coordination européenne » ?

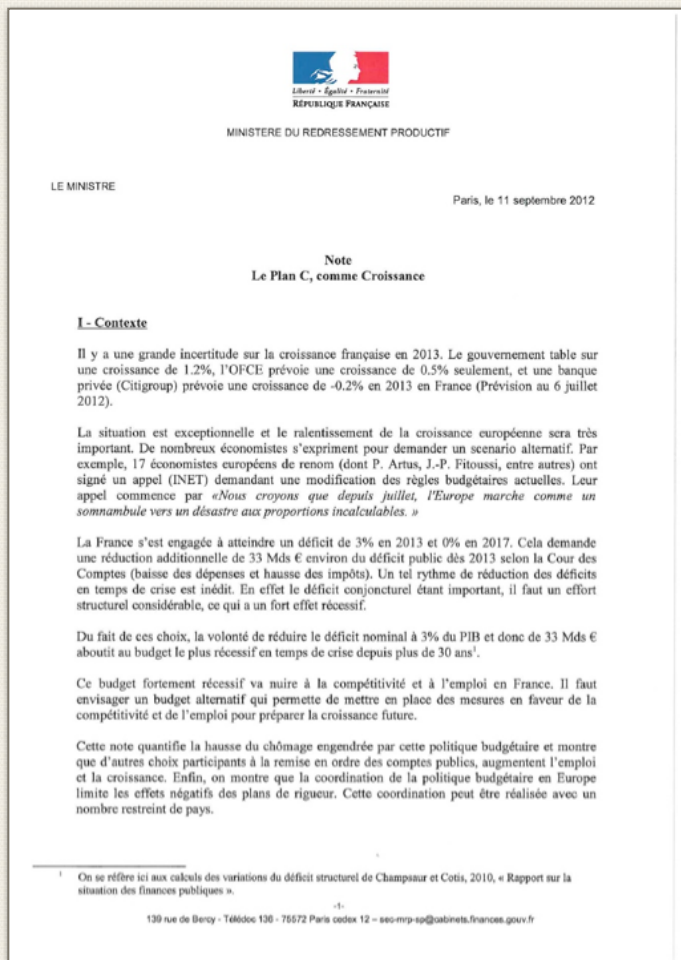
« L'Europe marche vers un désastre aux proportions incalculables »

Commençons donc la lecture des différentes notes qu'Arnaud Montebourg a adressées à François

Hollande. D'une longueur de sept pages, annexes comprises, la première est datée du 11 septembre 2012, soit quatre mois à peine après l'alternance, et est ainsi titrée : « Le plan C, comme croissance ». À la différence des notes suivantes, elle n'est pas formellement adressée au chef de l'État, même si ce dernier en est le destinataire.

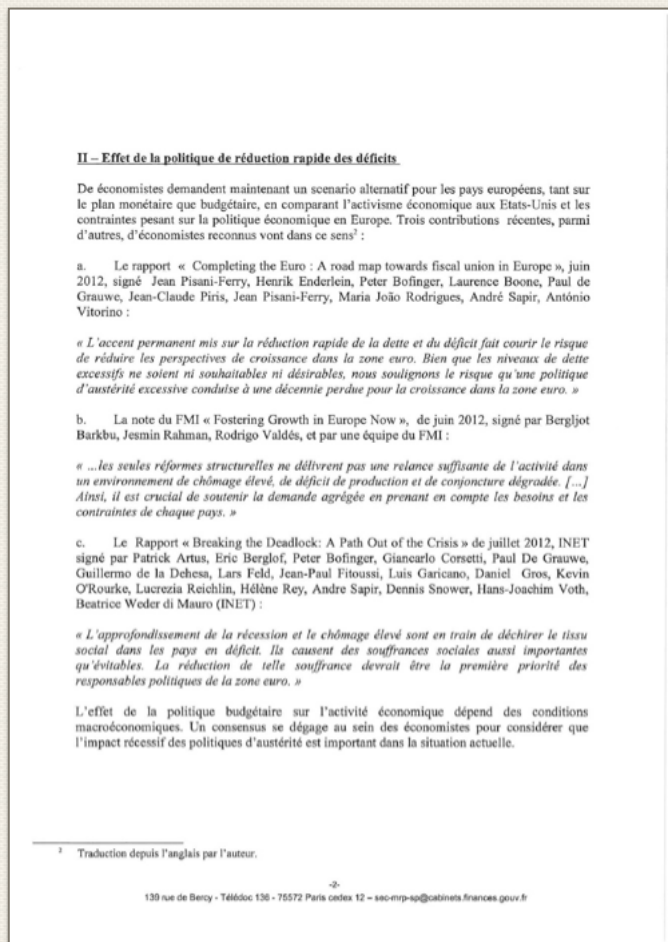
Voici cette note : on peut la télécharger ici ou la consulter ci-dessous.

Montebourg: la note du 11 sept. 2012 by Laurent MAUDUIT



Pour comprendre l'intérêt de cette note, il faut se souvenir du contexte dans lequel elle est écrite. Installé à l'Élysée depuis le mois de mai précédent, François Hollande prend sur-le-champ des libertés avec les promesses faites par lui-même pendant la campagne : la grande réforme fiscale promise est quasi tout de suite passée à la trappe ; le Smic fait l'objet d'un coup de pouce dérisoire ; le « choc de compétitivité » en faveur des entreprises que Nicolas Sarkozy avait proposé pendant la campagne et que François Hollande avait critiqué devient contre toute attente l'un des nouveaux chantiers du président...

Dans le lot de ces premières mesures que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault commence à



mettre en œuvre au fil des premiers jours du quinquennat, il y a aussi des coupes claires inattendues dans le budget, dès le mois de juin 2012, et l'annonce d'une rigueur renforcée pour la préparation du projet de loi de finances pour 2013.

« Le changement, c'est maintenant ! » D'un seul coup, le slogan de campagne prend un coup de vieux du fait de la politique d'austérité qui est brutalement aggravée. Pour ne pas nuire au nouveau pouvoir qui vient de s'installer, la plupart des élus socialistes n'osent pas encore le dire publiquement, pas même mezzo voce. Arnaud Montebourg, si. Sa première note est tout entière consacrée à cela : il veut convaincre François Hollande que la rigueur budgétaire renforcée sera contre-productive et que des alternatives sont possibles.

La date à laquelle cette note est écrite, le 11 septembre 2012, ne doit naturellement rien au hasard : le marathon budgétaire traditionnel de l'automne va bientôt commencer, avec la présentation en conseil des ministres du projet de loi de finances pour 2013 – le premier budget depuis l'alternance –, puis son examen les semaines suivantes devant le Parlement. Arnaud Montebourg cherche donc à infléchir les choix budgétaires présidentiels, avant qu'ils n'aient force de loi.

Relevant que François Hollande a décidé de confirmer la promesse faite par Nicolas Sarkozy d'abaisser les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut (PIB) dès 2013 et 0 % en 2017, il souligne que cela induira pour 2013 « une réduction additionnelle de 33 milliards d'euros environ du déficit public », soit le « budget le plus récessif en temps de crise depuis 30 ans ». Et pour Arnaud Montebourg, il est clair que ce choix fait par la France d'accentuer la politique d'austérité est gravissime, venant se cumuler aux autres plans d'austérité engagés un peu partout en Europe. Citant un appel d'économistes européens, il a cette formule qui souligne la gravité de la situation : « Nous croyons que depuis juillet, l'Europe marche comme un somnambule vers un désastre aux proportions incalculables. »

Dans ce contexte, plaide-t-il, le « budget récessif » qui est proposé « va nuire à la compétitivité et à l'emploi en France. Il faut envisager un budget alternatif qui permette de mettre en place des mesures en faveur de la compétitivité et de l'emploi pour préparer la future croissance ». Pour conjurer la catastrophe qui vient – et qui, en France, se traduira par une augmentation de près d'un million des chômeurs depuis mai 2012 (lire ici notre synthèse) –, Arnaud Montebourg plaide donc pour une réorientation de la politique économique. Alors que les frondeurs du PS ne commencent véritablement à se faire entendre qu'en avril 2014, avec « l'Appel des cent », au lendemain de la débâcle des élections municipales, rien ne suggérait que le débat sur la pertinence de la politique économique avait en fait commencé dès septembre 2012. En clair, presque dès le début du quinquennat.

Dans sa première note, Arnaud Montebourg propose plusieurs pistes pour réorienter la politique économique. « Afin d'éviter un effet récessif important, une première politique pourrait consister à mettre en place un plan de réduction des déficits publics de 25 milliards d'euros au lieu de 33 milliards d'euros (politique budgétaire moins restrictive). Selon la modélisation OFCE, cela ferait augmenter la croissance de 0,5 % à 0,9 %, ce qui permettrait d'économiser 0,2 % de taux de chômage et éviterait la destruction de 64 000 emplois marchands dont 13 000 dans l'industrie », explique celui qui est à l'époque le ministre du redressement productif.

En clair, la proposition alternative que formule Arnaud Montebourg est prudente. Il ne propose pas de remettre en cause la politique d'austérité ; il suggère seulement de l'adoucir, pour que ses

effets soient moins récessifs. Et Arnaud Montebourg ponctue cette première suggestion de ces remarques : « Cette première estimation (de 33 à 25 milliards d'euros) est réalisée en considérant que les autres pays européens réalisent leur politique de rigueur. Même de manière isolée on peut mieux faire. » En somme, Arnaud Montebourg ne défie pas François Hollande ; il lui recommande seulement d'infléchir ses premiers choix.

Du même coup, le ministre décline une seconde série de suggestions complémentaires, dans l'hypothèse où la France ne serait pas isolée mais profiterait d'une meilleure coordination européenne. « S'il existe une coordination européenne pour ralentir les politiques de rigueur, l'effet peut être encore plus positif. Par exemple, si les plans d'austérité s'arrêtaient quand les pays européens atteignent le seuil de 3 % de déficit, cela éviterait la destruction de 80 000 emplois salariés par an », écrit Arnaud Montebourg, avant d'ajouter : « Il serait très utile de mener une campagne en Europe afin de coordonner les politiques budgétaires des pays membres, en discutant l'objectif qui veut que l'on retrouve 3 % de déficit public en 2013 dont la réalisation est très improbable. Le retour de la coordination interétatique est nécessaire. Cela est bien moins ambitieux que les Eurobonds (car il n'y a pas de socialisation de la dette) et donc plus accessible. »

En somme, en ce début du mois de septembre 2012, Arnaud Montebourg continue d'appeler de ses vœux une réorientation de l'Europe, qui était l'une des grandes promesses de François Hollande durant la campagne présidentielle. Dans son livre *De l'intérieur – voyage au pays de la désillusion* (Fayard, août 2014, lire ici notre compte-rendu), Cécile Duflot reviendra elle-même, beaucoup plus tard, sur ces mois décisifs, estimant que c'est dès cet époque, au creux de l'été 2012, que François Hollande abandonne cette ambition de réorientation de l'Europe, renoncement dont découleront, selon elle, tous les autres...

La note d'Arnaud Montebourg corrobore ce diagnostic très pessimiste : dès les premiers mois de son quinquennat, le chef de l'État a cédé aux injonctions de l'Allemagne et n'a rien voulu entendre de ceux qui lui suggéraient des voies et moyens pour surmonter l'obstacle.

III) Arnaud Montebourg va donner des conférences de macroéconomie à l'université américaine de Princeton

Le HuffPost/AFP



Montebourg va donner des cours de macroéconomie aux USA | AFP

L'ancien ministre de l'Economie, Arnaud Montebourg, va donner des conférences et organiser des entretiens concernant la macroéconomie à l'université américaine de Princeton (dans le New Jersey), du 16 au 26 février, en tant que professeur invité, a indiqué mercredi son entourage.

L'ancien ministre se rend aux Etats-Unis pour donner notamment des conférences, après avoir lui-même pris des cours d'entrepreneuriat pendant le mois de novembre à l'Insead, grande école de commerce basée à Fontainebleau (Seine-et-Marne). "Il va partager avec les étudiants de Princeton son expérience au sein du gouvernement français", a expliqué son entourage.

Pendant son séjour dans cette prestigieuse université, Montebourg, qui s'est souvent inspiré de la politique économique américaine pour dénoncer l'austérité en Europe, donnera une conférence ouverte au public le 23 février dans laquelle il comparera la gestion de la crise des deux côtés de l'Atlantique.

Conférences et entretiens individuels

L'ancien ministre, qui est sorti du gouvernement le 27 août après un désaccord sur la politique économique, donnera une seconde conférence sur le thème "Finances, croissance, inégalité: est-ce que c'est soutenable?", qui sera exclusivement réservée aux étudiants, aux chercheurs et aux professeurs de Princeton.

"Les étudiants sont apparemment curieux de connaître la politique industrielle menée au gouvernement et d'en savoir plus sur le décret Alstom", le mécanisme adopté en mai et inspiré,

selon lui, des pratiques américaines pour protéger les entreprises stratégiques françaises des appétits étrangers, ont précisé les sources.

Enfin, il accordera aux étudiants et aux professeurs des entretiens individuels pour parler de son expérience en Europe. L'Université de Princeton figure en tête du classement annuel des meilleures universités américaines publiques ou privées, publié par le magazine US News and World Report.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Jean-François Copé devient professeur à Sciences Po Paris



L'ex-président de l'UMP Jean-François Copé prononce un discours à Aulnay-sous-Bois.

Selon une information de L'Express révélée ce mardi, le député UMP Jean-François Copé a enfilé le costume de professeur à Sciences Po Paris. L'homme politique y donne des cours en anglais depuis le début de l'année sur « le rôle de la loi, des politiques publiques et des institutions » dans une économie globale.

Son cours s'intitule « Légiférer et gouverner dans un monde globalisé ». Tous les vendredis, Jean-François Copé se retrouve devant un groupe d'une vingtaine d'étudiants à Sciences Po Paris, là où il a lui-même étudié. Voilà comment le député-maire de Meaux occupe son temps depuis qu'il a quitté la présidence de l'UMP. Selon le document de présentation du cours, l'objectif principal est

de « familiariser les étudiants - parmi lesquels ceux qui nourrissent l'idée d'une carrière en droit international et politique, recherche, journalisme, fonction publique nationale ou internationale - avec l'art de la gouvernance et un large éventail d'outils analytiques et politiques pour leur permettre de réfléchir de manière critique aux origines et à l'impact des politiques publiques dans un monde globalisé ».

Mis en examen début février pour « abus de confiance » dans le cadre de l'enquête sur le paiement par l'UMP de pénalités infligées à Nicolas Sarkozy par le Conseil constitutionnel, Jean-François Copé avait dû quitter la présidence du parti mi-juin 2014, éclaboussé par l'affaire Bygmalion, qui portait elle aussi sur le financement de la campagne présidentielle de 2012 du candidat Sarkozy.

ladepeche.fr

V) Devenez auto-entrepreneurs qu'ils disaient !

Magazine Mariann

Selon une étude publiée aujourd'hui par l'Insee, les auto-entrepreneurs en 2011 ont gagné en moyenne 460 euros par mois. Un chiffre qui met à mal le statut d'auto-entrepreneur, une réforme pourtant si chère à Nicolas Sarkozy qui la voyait déjà comme "un phénomène de société". Au vu des données de l'Insee, c'est plus sûrement un moyen de concurrencer les Chinois sur le terrain du coût du travail...



MEIGNEUX/SIPA

« Le succès de l'auto-entrepreneur est en passe de devenir un phénomène de société » se félicitait Nicolas Sarkozy, encore président de la République, le 14 mai 2009 devant 600 auto-entrepreneurs pour tirer un bilan du statut créé quelques mois plus tôt. Le président ne boudait donc pas son plaisir puisque 150 000 « auto-entreprises » avaient vu le jour. Un an après, dans une émission sur TF1, le même Sarkozy se congratulait de nouveau face à une auto-entrepreneuse : « On a voulu dire aux Français : tentez la culture de la création d'entreprise. Dans la vie, il n'y a pas que les postes dans l'administration, vous pouvez tenter cette aventure. » L'actuel président de l'UMP en avait fait son étendard, mieux son mai 68 à lui, comme une véritable révolution sociétale pour que chaque citoyen puisse enfin devenir son propre patron. Une « société idéale » où il y aurait autant d'entreprises que de Français. Si le statut a connu un véritable engouement, la question se posait de connaître, six ans après sa création, son véritable bilan.

La réponse se trouve dans une étude publiée aujourd'hui par l'Insee qui justement fait le point sur les travailleurs indépendants. On apprend notamment que de 2006 à 2011, « hors agriculture, les effectifs de non-salariés progressent de 26 %, et plus encore dans certaines activités de service : conseil de gestion, design, informatique, activités artistiques et récréatives ou enseignement, notamment ». Au total, « 487 000 auto-entrepreneurs sont économiquement actifs, soit un non-salarié sur cinq, hors agriculture ». De quoi remonter le moral d'un Sarkozy qui va de déconvenue en déconvenue depuis son retour en politique ? Sauf si l'ex-président décide de continuer plus loin la lecture des travaux de l'Insee.

Car l'étude indique aussi que d'une part, 33% de ces auto-entrepreneurs « exercent une activité salariée en complément de leur activité non-salariée, contre 10 % des non-salariés "classiques" » ce qui sous-entend que lorsque l'on est auto-entrepreneur, il est nécessaire de cumuler les activités si l'on veut pouvoir joindre les deux bouts. Mais surtout que pour l'année 2011, alors qu'un non-salarié « classique » gagne en moyenne 3 100 euros par mois de revenu net (contre 2 130 euros pour un salarié du privé), un auto-entrepreneur, lui, atteint les 460 euros...

marianne.net



VI) La Cour des comptes juge «incertaine» la baisse du déficit à 4,1% en 2015



Didier Migaud. - AFP

La Cour des comptes a remis ce mercredi son rapport public annuel.

La baisse du déficit public français de 4,4% du produit intérieur brut en 2014 à 4,1% en 2015 est « un objectif dont la réalisation est incertaine », estime la Cour des comptes dans son rendu public ce mercredi. Selon la Cour, qui inspecte sur 25 pages la « situation d'ensemble des finances publiques » à fin janvier 2015, la prévision du gouvernement « repose sur une prévision de croissance des recettes qui présente des fragilités et sur un objectif d'évolution des dépenses en valeur qui peut se révéler difficile à atteindre ».

Elle conteste le montant des recettes prévu cette année par le gouvernement en raison notamment d'une prévision d'inflation à 0,9% qu'elle juge trop forte. « Comme en 2014, cette baisse de l'inflation est de nature à entraîner une réduction significative des recettes publiques », estime-t-elle.

Elle critique également la manière dont le gouvernement entend arriver à faire 21 milliards d'euros d'économies dans la dépense publique en 2015, soit une croissance des dépenses de 1,1% en valeur. Rappelant qu'« une croissance en valeur aussi faible n'a pas jamais été réalisée », la Cour identifie néanmoins plusieurs risques de ne pas y arriver.

« Approximations » et « imprécisions »

Parmi eux, entre autres, des dépenses pour les opérations de défense selon elle sous-estimées ou la rupture du contrat Ecomouv' donnant lieu à une indemnisation de 400 millions d'euros en 2015. Elle relève également que le comité d'alerte de l'Ondam (prévisions de dépenses de l'assurance-maladie) « a souligné dans son avis du 7 octobre 2014, que le respect de l'objectif pour 2015 serait rendu plus difficile que les années précédentes ».

La Cour rappelle en outre le rôle que jouerait une moindre inflation dans la maîtrise des dépenses : selon elle, « l'estimation des économies aurait dû être réduite de 2 milliards d'euros » pour en tenir compte. Elle conteste également la baisse des ressources aux opérateurs de l'Etat annoncée à 1,1 milliard et qui ne sera selon elle que de 600 millions.

Plus généralement, ils déplorent « approximations » et « imprécisions » dans le programme d'économies de 21 milliards d'euros tel qu'il est décrit dans les documents budgétaires du gouvernement.

lesechos.fr-Source AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

Affiches à Béziers : quand Robert Ménard se prend pour "Inspecteur Harry"

L'élu maire soutenu par le Front national Robert Ménard vient de placarder des affiches montrant une arme dans sa ville de Béziers. Le but : faire la promo de sa nouvelle mesure choc d'armer les policiers municipaux.

Béziers : quand Robert Ménard se prend pour "Inspecteur Harry"



Après l'affaire de la crèche au sein de l'hôtel de ville à Noël, Robert Ménard a encore frappé. L'ancien président de RSF, devenu maire de Béziers en mars 2014 avec le soutien du FN, a décidé de faire la promo de sa dernière mesure choc, à grands renforts d'affiches. Placardées aux quatre coins de la ville, celles-ci montrent un pistolet floqué du blason de la police. A côté de l'arme, ce slogan : "Désormais, la police municipale a un nouvel ami". Comme d'autres maires, Robert Ménard a en effet décidé d'équiper ses policiers municipaux d'armes à feu après les attentats qui ont frappé la France en janvier (et fait une victime chez les policiers municipaux). Sur Twitter, l'initiative fait déjà jaser et Robert Ménard ne va pas tarder à se faire appeler "Inspecteur Harry".

Grève surprise des personnels d'Aéroports de Paris

Un mouvement de grève des personnels d'Aéroports de Paris (ADP), prévu à partir de jeudi midi et jusqu'à vendredi midi, devrait créer des retards et des perturbations à l'aéroport de Roissy.

Les compagnies devraient réduire de 20% leur programme de vol. Les voyageurs doivent s'informer auprès de leur compagnie du maintien ou non de leur vol. Le trafic sera normal à l'aéroport d'Orly.

L'intersyndicale CGT, FO, CFE-CGC et UNSA réclame une augmentation générale des salaires.

Roger Hanin sera enterré à Alger

L'acteur français né à Alger, Roger Hanin, sera enterré à Algérie, a indiqué son ami Alexandre Arcady sur France 5.



Roger Hanin était né à Alger. (Sipa)

Né à Alger, Roger Hanin sera enterré dans la capitale algérienne aux

côtés de son père. C'est ce qu'a annoncé le réalisateur Alexandre Arcady, ami de l'acteur, dans l'émission C à Vous sur France 5. Selon le réalisateur du Grand Pardon, le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a d'ores et déjà donné son approbation. "Il a demandé à être enterré en Algérie et le président Bouteflika a donné non seulement son accord, mais son avion pour que son corps soit ramené au cimetière Saint-Eugène, pour qu'il repose à côté de son père, à Alger", a affirmé le cinéaste.

VII) Cadeau : un collaborateur de Valls nommé préfet



Par Julien Martin

Sébastien Gros va cependant rester chef de cabinet à Matignon. Une pratique courante mais dénoncée par la Cour des comptes.



Sébastien Gros et Manuel Valls, en octobre 2013 (MIGUEL MEDINA / AFP)

C'est une "mesure d'ordre individuel" inscrite en dernière page du compte-rendu du Conseil des ministres du mercredi 11 février 2015, restée inaperçue... jusque-là :

“ *M. Sébastien Gros est nommé préfet hors cadre, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.*”

Agé de 35 ans, diplômé de l'IEP de Toulouse et titulaire d'un master d'administration du politique, il est le fidèle chef de cabinet de Manuel Valls depuis la réélection de celui-ci à la mairie d'Evry (Essonne) en 2008. Poste qu'il a continué d'occuper dans son sillage, au ministère de l'Intérieur puis à Matignon. A ce titre, il a la haute main sur l'agenda du Premier ministre.

"C'est une tradition"

Aurait-il des velléités de départ ? "Non, pas du tout !" assure un proche. Alors, pourquoi ? Parce que le titre de préfet est des plus prestigieux. Sébastien Gros n'est désormais plus contractuel, mais fonctionnaire. Une situation bien plus confortable en cas de changement de Premier ministre, qui mettrait immédiatement fin à ses fonctions de chef de cabinet.

“ *C'est une tradition, se défend-on à Matignon.*”

Le chef de cabinet est toujours un préfet. Cela vient couronner un parcours de sept ans au service de Manuel Valls. Il a toutes les capacités pour occuper la fonction de préfet à l'avenir s'il le souhaite."

Matignon qui tient aussi à préciser que sa rémunération ne changera pas, mais il sera désormais payé en tant que fonctionnaire et non plus collaborateur. Avec à la clé, toutefois, la sécurité de l'emploi. Ce qui peut être utile en période d'alternance, comme à l'heure de calculer ses points retraite.

"Réflexion en cours"

Si les qualités professionnelles de Sébastien Gros sont reconnues, la pratique, pour légale qu'elle soit depuis un décret de 1996, est fréquemment dénoncée comme un privilège de la République. D'autant que parmi les "préfets fantômes", qui en ont le titre mais pas la fonction, on trouve également ceux en attente d'une nouvelle affectation. En 2013, sur 250 préfets, seuls 127 étaient affectés à un poste territorial.

Une gabegie au sein du corps préfectoral encore pointée du doigt par la Cour des comptes dans un référé publié le 23 septembre dernier. L'institution allait jusqu'à proposer la suppression de la possibilité de nommer des préfets hors cadre en mission de service public. Le Premier ministre, un certain Manuel Valls déjà, lui avait répondu :

“ *S'il n'est actuellement pas envisagé de supprimer cette voie d'accès au corps des préfets, ce point fait partie des sujets à l'étude dans le cadre de la réflexion en cours sur la fonctionnalisation des postes de préfets.*”

Une réflexion manifestement loin d'être achevée. Sans compter qu'un autre très proche du même Manuel Valls a aussi été nommé préfet hors cadre "chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement" : Yves Colmou, son "conseiller auprès" à Beauvau puis à Matignon. C'était le 16 janvier 2013, toujours en Conseil des ministres.

"Purges" régulières

Seul obstacle à cette très opportune pratique, maintes fois utilisée sous les présidences précédentes et qui convient visiblement à la "République exemplaire" prônée par François Hollande, c'est que le nombre de ces préfets hors cadre est limité.

Mais des "purgés" sont régulièrement effectués. Ainsi, Daniel Matalon, ancien préfet et membre de l'équipe de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, a été radié du corps préfectoral le 22 août 2013. Officiellement, pour faire des économies. En réalité, pour faire de la place.

nouvelobs.com-Julien Martin

VIII) FN contre PS : c'est l'UMP qui trinque

Un caillou de plus dans la chaussure de Nicolas Sarkozy : c'est la lecture que fait la presse étrangère du deuxième tour de l'élection législative partielle qui a lieu le 8 février, dans le Doubs.

Courrier international- Emmanuelle Morau



Dessin d'Alex, Luxembourg

Une candidate Front national (FN) contre un candidat socialiste : c'est l'affiche du second tour de la législative partielle organisée le dimanche 8 février dans la 4e circonscription du Doubs pour désigner le successeur de Pierre Moscovici, devenu commissaire européen. Une affiche en forme de pire cauchemar pour l'UMP de Nicolas Sarkozy, confrontée à l'épineuse question de la consigne de vote.

A Genève, Le Temps rappelle que "la question du "front républicain" empoisonne la droite depuis des années. [...] La cacophonie [à l'UMP] entache en tout cas encore un peu plus [le retour de Nicolas Sarkozy] au-devant de la scène politique. Mal élu en novembre dernier à la tête du parti, [il]

peine à trouver ses marques. Piégé par l'unité nationale qui s'est imposée après les attentats, il n'a pas su incarner une opposition offensive. [...] La disqualification du candidat de l'UMP dans le Doubs dès le premier tour s'ajoute à la liste des ratés", juge le quotidien suisse.

Enjeux élevés

Dans un éditorial intitulé : "Un résultat alarmant", The New York Times considère que la position du "ni-ni" entérinée par le bureau politique de l'UMP du 3 février "revient à remettre la victoire au FN. Certes, ce n'est l'élection que d'un siège et le taux de participation au premier tour a été faible. Mais les enjeux sont très élevés pour la France. La popularité du FN est en augmentation constante. Comme beaucoup le craignaient, les attaques terroristes ont été exploitées par le parti pour continuer d'attiser les peurs envers les musulmans et les immigrés", rappelle le quotidien américain.

Qui ne manque pas de remarquer qu'Alain Juppé "a visé juste en écrivant sur son blog que si le FN arrivait au pouvoir, ce serait une 'catastrophe' pour la France."

Mise en garde

A Londres, The Daily Telegraph estime que "l'ancien président a voulu éviter de se mettre les électeurs du FN à dos tant il espère qu'ils soutiendront sa candidature en 2017."

"Ce n'est pas le moment pour l'UMP d'abandonner la démonstration d'unité affichée par Sarkozy dans la foulée des attaques terroristes, quand il se tenait aux côtés de François Hollande et contre les forces de la haine", met en garde le New York Times.

Courrier international | Emmanuelle Morau

LAPRESSEENREVUE.EU

**La Presse en Revue part
aux skis du 15 au 23
février 2015**



Bonne neige...



A Suivre...
La Presse en Revue